



#### **Pouvoirs impliqués :**

- Vice-Premier ministre et ministre de la Sécurité et de l'Intérieur, monsieur Jan Jambon
- Vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères et européennes, monsieur Didier Reynders
- Secrétaire d'Etat à la Lutte contre la pauvreté, à l'Egalité des chances, aux Personnes handicapées, et à la Politique scientifique, madame Zuhair Demir
- CC : CSNPH – Conseil Supérieur National des Personnes Handicapées
- CC : BDF – Belgian Disability Forum asbl
- CC : Unia – Centre interfédéral pour l'égalité des chances

Bruxelles, le mercredi 31 octobre 2018

Cher Monsieur le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur Jan Jambon,

Cette lettre a pour objet la position du Gouvernement belge dans la négociation de l'acte législatif européen sur l'accessibilité, ci-appelée European Accessibility Act ou « EAA ». Il s'agit d'une proposition d'adoption d'un acte législatif visant à accroître l'offre de produits et services accessible à l'intérieur de l'Union européenne. Actuellement, les Institutions européennes incluant le Parlement européen, les représentants du Gouvernement belge au Conseil de l'Union européenne et la Commission européenne, sont en train de négocier un accord sur la version finale du texte.

#### **Qui sommes-nous ?**

**Doof Vlaanderen** est la Fédération des Organisations de Sourds flamands, l'organisation de et pour la communauté des sourds flamands. Doof Vlaanderen rassemble et représente les clubs et associations de sourds dans toute la Flandre. De plus, nous représentons les intérêts des membres du groupe de langue des signes flamand auprès des gouvernements locaux, flamands et fédéraux. Nous organisons des activités éducatives, de soutien et de sensibilisation qui promeuvent une vision nuancée sur la surdité et se concentrent sur les personnes sourdes et entendant.

La **Fédération Francophone des Sourds de Belgique** fédère depuis 1977, un réseau d'associations actives dans le domaine de la surdité. Nous sommes le porte-parole de ces associations et de nos membres sourds et malentendants au niveau de la scène politique nationale et internationale. Egalement, étant reconnus par la Fédération Wallonie-Bruxelles en tant qu'association d'éducation permanente nous cherchons à permettre aux personnes sourdes et malentendantes de devenir des citoyennes responsables et actives dans la société.



### European Accessibility Act

L'EAA relève d'une importance capitale pour la communauté sourde de Belgique. En effet, cette initiative législative contient des exigences d'accessibilité pour certains produits et services au travers de l'Union européenne, produits et services primordiaux à l'inclusion des personnes sourdes et malentendantes dans notre société. Cependant, la plupart des désaccords existant dans cette directive relève de l'étendue de son champ d'application. Il est primordial pour nous – personnes sourdes et malentendantes de Belgique – que le champ d'application de cette future directive soit le plus large possible et que celui-ci inclue les domaines suivants :

#### a) Services d'urgence interoperables entièrement accessibles

**Il est très important que l'EAA garantisse l'accessibilité et l'interopérabilité de toute la chaîne de communication des services d'urgence, dont le numéro d'urgence européen 112.** Cela signifie que :

1. L'équipement utilisateur doit être accessible - tout téléphone doit être capable de produire des communications accessibles, par exemple du real time text (une discussion dans laquelle chaque lettre est visible par l'autre personne) ou des appels vidéo ;
2. Les services de téléphonie doivent être en mesure d'acheminer ces communications accessibles via leurs réseaux ;
3. Les centres d'urgence qui répondent aux communications d'urgence doivent pouvoir le faire de la même manière où cet appel est produit. Par exemple, si l'appel est émis sous forme de vidéo-conférence, le centre d'appel doit répondre également sous forme de vidéo-conférence afin de garantir l'accessibilité des appels d'urgences.

Pour que les services d'urgence accessibles soient interoperables dans l'UE, la solution technique pour les communications d'urgence accessibles utilisées dans un pays doit fonctionner dans un autre pays même si elle utilise une autre solution technique (par exemple, le téléphone mobile acheté dans votre pays d'origine doit être capable d'envoyer des communications d'urgence que les centres d'urgence du pays européen où vous êtes en vacances peuvent recevoir).

**Il est essentiel que le Gouvernement belge soutienne ces exigences en matière d'accessibilité s'appliquant aux téléphones et aux services de téléphonie ainsi que les services de communication en situation d'urgence du type du numéro d'urgence 112.** Il est primordial que les solutions techniques choisies par un Etat Membre de l'Union européenne soient interoperables et fonctionnent en combinaison avec celles choisies par un autre Etat Membre de l'Union européenne. C'est à ce moment-là et seulement à ce moment-là qu'on pourra s'assurer que les sourds, les malentendants et les sourds-aveugles puissent demander de l'aide partout en Europe. L'absence d'action à cet égard signifierait continuer à mettre la vie de ces personnes en péril.



b) Application transversale de l'EAA dans d'autres actes législatifs de l'Union

La première proposition de l'EAA contenait plusieurs références aux "Autres actes législatifs de l'Union", à savoir certaines lois européennes existantes ou futures qui contiennent des obligations en matière d'accessibilité telles que la directive sur les marchés publics et les fonds structurels européens.

La directive sur les marchés publics contient des règles pour les marchés publics sur lesquelles les autorités publiques doivent se baser lorsqu'elles achètent des produits ou des services, par exemple à des sociétés privées. Certaines de ces règles concernent l'accessibilité du produit ou du service acheté pour les personnes handicapées. Elles contiennent des obligations de prendre en compte l'accessibilité pour les personnes handicapées lors de l'achat de ces produits et services, mais ne décrivent pas ce que l'accessibilité signifie et comment elle peut être assurée. Par conséquent, sans référence obligatoire à l'EAA, les autorités publiques ne sont pas tenues de respecter les exigences d'accessibilité de l'EAA lors de l'achat de produits ou de services avec des fonds publics.

Le Règlement actuel sur les Fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 contient des règles selon lesquelles les produits, biens, services et infrastructures ouverts ou fournis au public, et partiellement payés par ces fonds, ne peuvent être inaccessibles, y compris pour personnes handicapées. La proposition pour les nouveaux Fonds structurels et d'investissement européens pour 2021-2027 indique que les fonds doivent soutenir la mise en pratique de la Convention des Nations Unies sur les droits des personnes handicapées dans chaque pays de l'UE et promouvoir spécifiquement l'accessibilité. Pour rappel, la Convention des Nations Unies sur le droit des personnes handicapées et son Protocole additionnel ont été ratifiés par la Belgique en 2009.

Cependant, à l'instar de la directive sur les marchés publics, ni la loi actuelle, ni la nouvelle proposition pour 2021-2027 ne contiennent d'explications concrètes et claires de ce que l'accessibilité devrait être, contrairement à la proposition de l'EAA.

Les références à ces textes législatifs dans l'EAA sont extrêmement importantes. Elles garantiraient non seulement le respect des exigences d'accessibilité de l'EAA par les entreprises privées productrices de produits et les prestataires des services, mais également par les autorités publiques lorsqu'elles font usage des fonds publics. Cependant, certains gouvernements refusent de conserver ces références dans le texte.

A cet égard, nous vous demandons donc **d'inclure la référence aux « Autres actes législatifs de l'Union » dans le texte final de l'EAA afin de s'assurer que ses exigences d'accessibilité soient transversalement appliquées à d'autres textes législatifs contenant des obligations d'accessibilité**. Cela permettra de faciliter la tâche aux entreprises et aux pouvoirs publics lorsqu'ils promeuvent une meilleure inclusion des personnes handicapées dans la société et de leur permettre d'être en conformité avec la Convention de l'ONU relative aux droits des personnes handicapées.

c) Inclusion des microentreprises

Le texte actuel de l'EAA stipule que les microentreprises ne rentrent pas dans le champ d'application de la directive. Plus précisément, elles n'ont pas à appliquer les exigences d'accessibilité aux produits et services qu'elles prestent que ça soit à l'intérieur du territoire de l'Union ou en dehors de celui-ci.



Cependant, on ne peut négliger ce détail d'envergure qui est que près de 93% de toutes les entreprises de l'Union européenne sont des microentreprises. Les exclure du champ d'application de l'EAA réduirait très sérieusement l'impact de cette directive pour les personnes handicapées, y compris les personnes sourdes. En traitant les entreprises différemment, cela créerait également des conditions de concurrence déloyale contraires au Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne, au sein de l'Union européenne.

**Il est donc primordial que le Gouvernement belge se positionne dans le sens d'une inclusion des microentreprises dans le champ d'application de cette directive.**

Finalement, il ne faut certainement pas perdre de vue que l'European Accessibility Act n'est pas juste destiné aux 80 millions de personnes handicapées (chiffre qui va passer à 120 millions en 2020) mais également à un plus large public comprenant les personnes âgées et en invalidité temporaire, pour ne citer qu'eux.

Il est primordial que le Gouvernement belge se positionne en faveur de cette directive. S'il y a des réticences quel qu'elles soient, nous sommes disposés à vous rencontrer et échanger car nous sommes certains des bénéfices que l'État peut en tirer de cette directive.

Nos salutations les plus sincères,

Pour Doof Vlaanderen,

Andy Van Hoorebeke,  
Président

Timothy Rowies,  
Défenseur  
[timothy.rowies@doof.vlaanderen](mailto:timothy.rowies@doof.vlaanderen)

Pour la FFSB,

Frédéric Bouquelloen,  
Président

Frankie Picron,  
Défenseur  
[fpicron@ffsb.be](mailto:fpicron@ffsb.be)